



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 53.423/4
du 24 juin 2013

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'relatif à
l'exécution des chantiers en
voirie'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 53.423/4
van 24 juni 2012

over

een ontwerp van besluit van de
Regering van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'betreffende de uitvoering van
bouwplaatsen op de openbare
weg'

Le 27 mai 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée des Travaux publics et des Transports, à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'exécution des chantiers en voirie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 juin 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2013.

*

Op 27 mei 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Openbare Werken en Vervoer verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'betreffende de uitvoering van bouwplaatsen op de openbare weg'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 juni 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. La note aux membres du Gouvernement figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, énonce :

« Het ontwerp van besluit heeft geen budgettaire weerslag voor het Gewest, met uitzondering van de vergoeding voor de leden van de Coördinatiecommissie ».

Cette note mentionne également que l'avis de l'Inspecteur des Finances a été obtenu, et l'accord du Ministre du Budget demandé.

Aucun de ces deux documents ne figure toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis. Il revient par conséquent à l'auteur du projet de vérifier le bon accomplissement de ces deux formalités préalables.

2. Eu égard à la précision des exigences techniques figurant dans l'annexe 1 du texte examiné, relative aux caractéristiques principales et prescriptions de mise en place des clôtures, le projet doit faire l'objet de la procédure de notification à la Commission européenne prévue par la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques'¹.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Alinéa 1^{er}

À l'alinéa 1^{er}, il convient de ne viser que les seules dispositions de l'ordonnance du 3 juillet 2008 'relative aux chantiers en voirie', qui procurent un fondement juridique au projet. Il s'agit des articles 6, § 3, 55, 56, § 1^{er}, 59, § 1^{er}, 62, § 1^{er}, 74 et 94.

¹ En ce sens, voir notamment l'avis 48.901/4 donné le 1^{er} décembre 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur et fixant la nouvelle identité visuelle des véhicules de taxi'.

Alinéa 2

L'alinéa 2 est consacré au visa de l'ordonnance du 5 mars 1998 'relative à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale'. Cette ordonnance ne procurant pas de fondement légal au projet et n'étant pas abrogée par ce dernier², l'alinéa qui la vise doit être omis.

Alinéas 3 et suivants (nouveaux)

L'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2) est consacré au visa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 'relatif à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale', arrêté que l'article 32, 1°, du projet, abroge partiellement. Il n'est pas nécessaire d'y viser les articles concernés par cette abrogation partielle.

Le préambule doit, par contre, être complété par trois nouveaux alinéas, afin d'y viser les trois autres arrêtés modifiés ou abrogés aux articles 31 et 32 du projet, à savoir : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2000 'relatif aux amendes administratives applicables en matière de coordination et d'organisation des chantiers en voie publique', l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 'arrêtant les Titres I^{er} à VIII du Règlement régional d'urbanisme applicable à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale' et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2012 'relatif à la Commission de Coordination des Chantiers instituée par l'Ordonnance du 3 juillet 2008 relative aux chantiers en voirie, et portant désignation de ses membres'.

Alinéa 6

L'alinéa 6 doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 53.523/4 du Conseil d'État, donné le 24 juin 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »³.

² L'ordonnance du 5 mars 1998 est abrogée par l'article 91, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008, dont l'article 33, 2°, du projet, fixe la date d'entrée en vigueur partielle. La fixation de cette entrée en vigueur ne doit pas être confondue avec l'abrogation proprement dite.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

DISPOSITIF

Articles 1^{er}, 5^o, et 2

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelle serait la disposition de l'ordonnance du 3 juillet 2008 ⁴ qui habiliterait l'auteur du projet à imposer à l'impétrant ou à l'impétrant-pilote, en cas de chantier coordonné, de désigner une personne physique particulière, et à fixer des obligations spécifiques qui lui incomberaient à titre personnel.

À défaut de fondement légal spécifique, il convient de renoncer à créer cette fonction.

La suite du projet sera adapté en conséquence.

Article 3

1. Au paragraphe 2, 3^o, il convient d'écrire le mot « paragraphe » en toutes lettres.
2. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, dans la version française, il convient d'écrire « euros » ⁵.

Article 4

Au paragraphe 1^{er}, il serait plus conforme au prescrit de l'article 55, § 1^{er}, alinéa 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008, d'écrire que chaque impétrant figurant sur la liste visée à l'article 4, § 1^{er}, 1^o, de l'ordonnance « peut constituer » plutôt que « constitue ». En effet, la possibilité de constituer une garantie bancaire globale, qualifiée de « pluriannuelle » n'est que d'une faculté qui leur est reconnue.

Article 5

1. Il convient de supprimer les parenthèses et d'introduire leur contenu par la conjonction de coordination « ou ».

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. L'article 5, § 2, du projet, dispose :

« Les informations, rédigées en français et en néerlandais, sont données sur une affiche placée, de manière visible, en amont et en aval de l'emprise du chantier et à chaque carrefour compris dans celle-ci. »

⁴ À la différence des articles 2, 5^e définition et 14 de l'ordonnance du 5 mars 1998.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 6.4.

L'auteur du projet n'est pas compétent pour régler l'emploi des langues.

Les mots « rédigées en français et en néerlandais » doivent dès lors être omis.

La même observation vaut pour les articles 6, § 3, et 7, § 3, du projet.

Dans la version néerlandaise de ce paragraphe, on écrira « op een affiche die op het terrein van de bouwplaats wordt aangebracht op een wijze waardoor ze zichtbaar is voor wie het terrein oprijdt en afrijdt » au lieu de « op een affiche die op zichtbare wijze stroomop- en stroomafwaarts van het terrein van de bouwplaats wordt aangebracht ».

Article 8

Dans la version française, au paragraphe 2, 4°, il y a lieu de remplacer les mots « au droit de l'emprise » par les mots « à l'endroit de l'emprise ».

Article 13

Il est renvoyé, pour ce qui concerne l'article 13, alinéa 2, du projet, à l'observation formulée à propos de l'article 2.

La même observation vaut pour les articles 14, alinéa 2, et 22, § 2, du projet.

Article 15

Les points 1° et 2° du paragraphe 2, doivent être complétés afin d'y préciser les circonstances dans lesquelles la largeur minimale du couloir de contournement peut être ramenée de 2 mètres à 1,5 mètres.

Articles 20 et 21

1. L'article 20 du projet vise à prévoir que l'autorisation d'exécution de chantier peut imposer la désignation d'un « médiateur indépendant », chargé de recueillir et, s'il les estime fondées, de transmettre à l'impétrant les doléances des riverains, accompagnées d'un rapport formulant ses recommandations.

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas quelle serait la disposition de l'ordonnance du 3 juillet 2008 qui habiliterait l'auteur du projet à imposer à l'impétrant de désigner un tel « médiateur indépendant ».

À défaut de fondement légal spécifique, il est préférable de renoncer à créer cette fonction.

2. La même observation vaut pour le « point de contact sous la forme d'un n° de téléphone vert – 0800, joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 » prévu à l'article 21 du projet.

Article 28

L'article 28 du projet limite la possibilité, pour le gestionnaire, de remettre lui-même en état la surface de celle-ci (en lieu et place de l'impétrant), à l'hypothèse dans laquelle « l'autorisation d'exécution de chantier prévoit l'utilisation de matériaux de revêtement différents de ceux préexistants ».

Cette limitation ne figure toutefois pas à l'article 62, § 2, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 3 juillet 2008. Il convient dès lors de l'omettre.

Article 29

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, sans doute convient-il d'écrire « ou remis contre accusé de réception ».

Article 30

La version française de l'article 30, alinéa 1^{er}, du projet doit être complétée par l'insertion du verbe « constituent » avant les mots « la garantie visée à l'article 4 ».

Article 33

1. L'article 33, 1^o, du projet, prévoit de ne faire entrer que partiellement en vigueur les articles 57, 58, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 72, 73 et 83 de l'ordonnance du 3 juillet 2008. Pour chacun de ces articles, l'article 33, 1^o, du projet, omet de faire entrer en vigueur le paragraphe ou l'alinéa habilitant le Gouvernement à prendre certaines mesures d'exécution de la disposition concernée.

La section de législation n'aperçoit pas l'utilité d'une telle démarche, qui a pour seul effet de compliquer encore d'avantage l'échelonnement de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 3 juillet 2008.

2. À l'article 33, 2^o, du projet, la mention de l'article 8 de l'ordonnance du 5 mars 1998 doit être omise. L'entrée en vigueur de l'abrogation de cette disposition par l'article 91, § 2, de l'ordonnance du 3 juillet 2008, a, en effet, déjà été prévue par l'article 5, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2012.

ANNEXES

Dans l'intitulé des annexes 2 et 3 du projet, il convient de renvoyer respectivement à l'article 15, § 1^{er}, 8^o (et non 7^o), et à l'article 15, § 1^{er}, 12^o (et non 11^o) du projet.

OBSERVATION FINALE

Dans l'ensemble du projet, les mots « du présent § »⁶, « du présent article »⁷ ou « du présent arrêté »⁸ seront omis⁹.

*

⁶ Voir notamment l'article 5, § 1^{er}, 2^o et 3^o, etc.

⁷ Voir notamment les articles 4, § 2, 1^o, 15, § 1^{er}, etc.

⁸ Voir notamment les articles 4, § 2, 5, § 1^{er}, 1^o, a), 6, § 2, etc.

⁹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In de nota aan de leden van de regering die terug te vinden is in het dossier gevoegd bij de adviesaanvraag staat:

“Het ontwerp van besluit heeft geen budgettaire weerslag voor het Gewest, met uitzondering van de vergoeding voor de leden van de Coördinatiecommissie”.

In die nota wordt ook vermeld dat het advies van de inspecteur van Financiën is ingewonnen, en dat de akkoordbevinding van de minister van Begroting is gevraagd.

Geen van die twee documenten is evenwel terug te vinden in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd. De steller van het ontwerp moet bijgevolg nagaan of die twee voorafgaande vormvereisten naar behoren zijn vervuld.

2. Gelet op nauwkeurigheid van de technische vereisten genoemd in bijlage 1 bij het voorliggende ontwerp, die betrekking heeft op de voornaamste eigenschappen en voorschriften voor het plaatsen van de afsluitingen, behoort met betrekking tot dit ontwerp de procedure van kennisgeving aan de Europese Commissie te worden gevolgd welke bepaald is in richtlijn 98/34/EEG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften’.¹

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

Eerste lid

In het eerste lid behoort enkel verwezen te worden naar de bepalingen van de ordonnantie van 3 juli 2008 ‘betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg’ die rechtsgrond opleveren voor het ontwerp. Het gaat om de artikelen 6, § 3, 55, 56, § 1, 59, § 1, 62, § 1, 74 en 94.

¹ Zie in die zin meer bepaald advies 48.901/4, op 1 december 2010 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en houdende vaststelling van de nieuwe visuele identiteit van de taxivoertuigen’.

Tweede lid

Het tweede lid betreft de verwijzing naar de ordonnantie van 5 maart 1998 'betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'. Aangezien die ordonnantie geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp en niet bij het ontwerp wordt opgeheven², moet het lid waarin daarnaar wordt verwezen vervallen.

Derde lid en volgende (nieuwe) leden

Het derde lid (dat het tweede lid wordt) betreft de verwijzing naar het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 'betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'. Dat besluit wordt gedeeltelijk opgeheven bij artikel 32, 1°, van het ontwerp. Het is niet nodig in het derde lid te verwijzen naar de artikelen waarop die gedeeltelijke opheffing slaat.

De aanhef moet daarentegen aangevuld worden met drie nieuwe leden, zodat daarin verwezen wordt naar de drie overige besluiten die gewijzigd of opgeheven worden bij de artikelen 31 en 32 van het ontwerp, namelijk: het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2000 'betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk inzake coördinatie en organisatie van de werken op de openbare weg', het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2006 'tot goedkeuring van de Titels I tot VIII van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, van toepassing op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' en het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 januari 2012 'betreffende de Coördinatiecommissie van de Bouwplaatsen ingesteld bij de Ordonnantie van 3 juli 2008 betreffende de bouwplaatsen op de openbare weg, en houdende de benoeming van haar leden'.

Zesde lid

Het zesde lid moet gesteld worden als volgt:

"Gelet op advies 53.523/4 van de Raad van State, gegeven op 24 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"³.

² De ordonnantie van 5 maart 1998 is opgeheven bij artikel 91, § 2, van de ordonnantie van 3 juli 2008. Artikel 33, 2°, van het ontwerp stelt de datum van de gedeeltelijke inwerkingtreding van de laatstgenoemde ordonnantie vast. Het vaststellen van die datum mag niet worden verward met de eigenlijke opheffing.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikelen 1, 5°, en 2

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk op grond van welke bepaling van de ordonnantie van 3 juli 2008⁴ de steller van het ontwerp de verzoeker of de leidende verzoeker, in het geval van een gecoördineerde bouwplaats, kan opleggen een bepaalde natuurlijke persoon aan te wijzen en specifieke verplichtingen kan vaststellen die op laatstgenoemde persoon persoonlijk rusten.

Aangezien er geen specifieke rechtsgrond voorhanden is, moet ervan afgezien worden die functie in het leven te roepen.

Het vervolg van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 3

1. In paragraaf 2, 3°, schrijf men voluit “paragraaf”.
2. In de Franse versie van paragraaf 3, eerste lid, schrijf men “euros”.⁵

Artikel 4

1. Het zou beter zijn in paragraaf 1 te schrijven dat iedere verzoeker die voorkomt op de lijst bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, van de ordonnantie “kan verstrekken” in plaats van “stelt (lees: verstrekt)”. Dat zou meer in overeenstemming zijn met het bepaalde van artikel 55, § 1, tweede lid van de ordonnantie van 3 juli 2008. Het verstrekken van een algemene bankwaarborg, die als “meerjaarlijks” wordt bestempeld, is immers slechts een mogelijkheid die hun geboden wordt.

Artikel 5

1. De ronde haken moeten worden geschrapt en de inhoud daarvan moet vervangen worden door het nevenschikkend voegwoord “of”.

Dezelfde opmerking geldt voor het hele ontwerp.

⁴ Bij de artikelen 2, 5° definitie, en 14 van de ordonnantie van 5 maart 1998 was dat wel duidelijk.

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 6.4.

2. Artikel 5, § 2, van het ontwerp bepaalt het volgende:

“De in het Nederlands en het Frans opgestelde informatie wordt verstrekt op een affiche die op zichtbare wijze stroomop- en stroomafwaarts van het terrein van de bouwplaats wordt aangebracht en ter hoogte van elk kruispunt dat dit terrein omvat.”

De steller van het ontwerp is niet bevoegd om het taalgebruik te regelen.

De woorden “in het Nederlands en het Frans opgestelde” moeten derhalve vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 6, § 3, en 7, § 3, van het ontwerp.

In de Nederlandse versie van deze paragraaf schrijve men overigens “op een affiche die op het terrein van de bouwplaats wordt aangebracht op een wijze waardoor ze zichtbaar is voor wie het terrein oprijdt en afrijdt” in plaats van “op een affiche die op zichtbare wijze stroomop- en stroomafwaarts van het terrein van de bouwplaats wordt aangebracht”.

Artikel 8

In paragraaf 2, 4°, moeten in de Franse versie de woorden “au droit de l’emprise” worden vervangen door de woorden “à l’endroit de l’emprise”.

Artikel 13

Wat artikel 13, tweede lid, van het ontwerp betreft, wordt verwezen naar de opmerking die betreffende artikel 2 is geformuleerd.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 14, tweede lid, en 22, § 2, van het ontwerp.

Artikel 15

De bepalingen onder 1° en 2° van paragraaf 2 moeten worden aangevuld teneinde de omstandigheden nader aan te geven waarin de minimale breedte van de omgeleide doorgang van 2 meter tot 1,5 meter kan worden gereduceerd.

Artikelen 20 en 21

1. Artikel 20 van het ontwerp strekt ertoe te bepalen dat de uitvoeringsvergunning de aanwijzing kan opleggen van een “onafhankelijke bemiddelaar” die ermee belast is de bezwaren van de omwonenden te verzamelen en, indien hij ze gegrond acht, ze samen met een verslag waarin hij zijn aanbevelingen formuleert aan de verzoeker over te brengen.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet niet in welke bepaling van de ordonnantie van 3 juli 2008 de steller van het ontwerp ertoe machtigt de verzoeker op te leggen een dergelijke “onafhankelijke bemiddelaar” aan te wijzen.

Indien geen specifieke rechtsgrond voorhanden is, is het beter ervan af te zien deze functie in te stellen.

2. Dezelfde opmerking geldt voor het “contactpunt in de vorm van een groen - ‘0800’ - telefoonnr., waar iedereen (...) 24 uur per dag, 7 dagen per week naar kan bellen”, waarin wordt voorzien in artikel 21 van het ontwerp.

Artikel 28

Artikel 28 van het ontwerp beperkt de mogelijkheid die de beheerder heeft om (in plaats van de verzoeker) zelf de herstelling van de weg uit te voeren in het geval waarin “de uitvoeringsvergunning voorziet in het gebruik van andere bedekkingsmaterialen dan de voorafbestaande”.

Deze beperking komt echter niet voor in artikel 62, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 3 juli 2008. Ze moet dus worden weggelaten.

Artikel 29

In paragraaf 1, eerste lid, moet allicht worden geschreven: “wordt aangetekend naar de verzoeker gestuurd of tegen een ontvangstbewijs afgegeven”.

Artikel 30

De Franse versie van artikel 30, eerste lid, van het ontwerp moet worden aangevuld door het woord “constituent” vóór de woorden “la garantie visée à l’article 4” in te voegen.

Artikel 33

1. In artikel 33, 1°, van het ontwerp wordt bepaald dat de artikelen 57, 58, 61, 62, 63, 64, 66, 67, 68, 72, 73 en 83 van de ordonnantie van 3 juli 2008 slechts gedeeltelijk in werking treden. Artikel 33, 1°, van het ontwerp verzuimt voor elk van deze artikelen de paragraaf of het lid waarbij de regering wordt gemachtigd bepaalde maatregelen tot uitvoering van de betreffende bepaling te nemen, in werking te doen treden.

De afdeling Wetgeving begrijpt niet wat het nut is van een dergelijke werkwijze die als enige gevolg heeft dat de gefaseerde inwerkingtreding van de ordonnantie van 3 juli 2008 nog ingewikkelder wordt gemaakt.

2. In artikel 33, 2°, van het ontwerp moet de vermelding van artikel 8 van de ordonnantie van 5 maart 1998 worden weggelaten. Bij artikel 5, 1°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2012 is immers reeds bepaald dat de opheffing van deze bepaling door artikel 91, § 2, van de ordonnantie van 3 juli 2008 in werking treedt.

BIJLAGEN

In het opschrift van de bijlagen 2 en 3 van het ontwerp moet respectievelijk naar artikel 15, § 1, 8° (en niet: 7°), en naar artikel 15, § 1, 12° (en niet: 11°), van het ontwerp worden verwezen.

SLOTOPMERKING

In heel het ontwerp moeten de woorden “van dit §”⁶, “van dit artikel”⁷ of “van dit besluit”⁸ worden weggelaten.⁹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁶ Zie inzonderheid artikel 5, § 1, 2° en 3°.

⁷ Zie met name de artikelen 4, § 2, 1°, 15, § 1, enz.

⁸ Zie met name de artikelen 4, § 2, 5, § 1, 1°, a), 6, § 2, enz.

⁹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 72.